



# Corporation Commerciale Canadienne

Rapport financier du deuxième trimestre  
de 2020-2021 (non audité)

Pour la période terminée  
le 30 septembre 2020

Canada 

## TABLE DES MATIÈRES

<b>COMMENTAIRES ET ANALYSE DE LA DIRECTION .....</b>	<b>3</b>
FONDEMENT DE LA PRÉPARATION ET DE LA DIVULGATION .....	3
STRUCTURE HIÉRARCHIQUE DE LA CORPORATION .....	4
VALEUR DES CONTRATS SIGNÉS .....	5
OPÉRATIONS COMMERCIALES .....	7
RÉSUMÉ DES RÉSULTATS FINANCIERS .....	10
PRÉVISIONS POUR 2020-2021 .....	16
ENGAGEMENT DE LA CCC À L'ÉGARD DE LA GESTION DU RISQUE .....	17
<b>RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS .....</b>	<b>18</b>
<b>ÉTATS FINANCIERS PROVISOIRES CONDENSÉS (NON AUDITÉS).....</b>	<b>19</b>
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE (NON AUDITÉ) .....	19
ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL (NON AUDITÉ) .....	20
ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES (NON AUDITÉ) .....	21
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE (NON AUDITÉ) .....	22
<b>NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS PROVISOIRES CONDENSÉS (NON AUDITÉS) .....</b>	<b>23</b>
1. NATURE, ORGANIZATION ET FINANCEMENT .....	23
2. NORMES DE PRÉSENTATION .....	24
3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES .....	25
4. MODIFICATIONS COMPTABLES .....	25
5. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE .....	28
6. CRÉANCES .....	29
7. AUTRES ACTIFS .....	30
8. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER .....	30
9. PRODUITS DIFFÉRÉS .....	31
10. OBLIGATIONS LOCATIVES .....	31
11. GESTION DU CAPITAL .....	32
12. GESTION DU RISQUE ET INSTRUMENTS FINANCIERS .....	33
13. PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS .....	37
14. AUTRES PRODUITS .....	38
15. TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT DU CANADA .....	38
16. FRAIS D'ADMINISTRATION .....	39
17. OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES .....	39
18. ÉVENTUALITÉS .....	39

## COMMENTAIRES ET ANALYSE DE LA DIRECTION

### FONDEMENT DE LA PRÉPARATION ET DE LA DIVULGATION

Les commentaires et l'analyse de la direction qui suivent ont été préparés conformément à la norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor et ne constituent pas des commentaires et analyse de la direction complètes. Ils doivent être lus en parallèle avec le rapport annuel et les états financiers vérifiés de la Corporation et les notes complémentaires pour l'exercice terminé le 31 mars 2020. Tous les montants présentés sont en dollars canadiens, sauf indication contraire.

Le présent document contient des projections et d'autres énoncés prospectifs concernant des événements futurs. De tels énoncés exigent de la direction qu'elle pose des hypothèses assujetties à des risques et à des incertitudes. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer considérablement des attentes évoquées dans ces énoncés prospectifs. L'explication de ces risques et incertitudes figure à la section sur les risques qui suit l'analyse financière.

Les états financiers ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par le Conseil des normes comptables internationales (« CNCI ») comme référence pour les principes comptables généralement reconnus (« PCGR »). Dans l'analyse qui suit, la Corporation utilise également certaines mesures financières non définies par les PCGR pour évaluer son rendement. Ces mesures sont précisées et nuancées chaque fois qu'elles sont présentées.

Historiquement, les contrats d'une valeur élevée ont eu une incidence importante sur les états financiers de la Corporation; d'un exercice à l'autre, ils peuvent entraîner des écarts considérables dans l'état de la situation financière et dans l'état du résultat global. Le plus important de ces contrats est le contrat pluriannuel du Programme des brigades blindées (« PBB ») valant plusieurs milliards de dollars, lequel a été modifié le 31 mars 2020 avec des améliorations apportées aux termes et conditions du contrat. En raison de l'importance de ce contrat, le PBB est présenté séparément dans certaines sections des commentaires et de l'analyse de la direction.

### Communication de renseignements comptables et répercussions

*La norme internationale d'information financière IFRS 16 – Contrats de location (« IFRS 16 »)* est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2019 et a été prise en compte dans les états financiers vérifiés de la Corporation pour l'exercice terminé le 31 mars 2020. Bien que les activités et les responsabilités contractuelles de la Corporation demeurent inchangées, l'adoption de la nouvelle norme comptable *IFRS 16* a eu une incidence importante sur la comptabilisation et la présentation des activités de location de la Corporation. L'incidence quantitative sur les états financiers actuels figurent à la note 4 des états financiers provisoires condensés.

Les mesures non définies par les PCGR et l'information pertinente, comme la valeur des contrats signés (« VCS ») et des opérations commerciales (« OC »), sont présentées dans la section Résumé des résultats financiers des commentaires et de l'analyse de la direction, y compris une description de la façon dont ces éléments sont évalués.

## STRUCTURE HIÉRARCHIQUE DE LA CORPORATION

Les activités de passation de contrats internationaux de la CCC aident des exportateurs canadiens à réaliser des ventes auprès des acheteurs gouvernementaux étrangers dans des marchés partout dans le monde. La base d'exportateurs canadiens de la CCC comprend une proportion importante de petites et moyennes entreprises (« PME ») canadiennes.

Les activités commerciales de la CCC sont axées sur des secteurs de produits de base, notamment dans certains secteurs prioritaires. L'objectif de ces activités commerciales est d'accroître le nombre d'exportateurs que la CCC sert, tout en appuyant un vaste éventail de priorités du gouvernement du Canada. Les secteurs de produits prioritaires comprennent l'aérospatiale, les technologies propres, la construction et l'infrastructure, la défense ainsi que les technologies de l'information et des communications (les « TIC »).

Les exportateurs canadiens sont reconnus à l'échelle internationale comme des chefs de file en aérospatiale et possèdent un savoir-faire spécialisé en technologies propres dans les domaines des services publics, des transports et des systèmes de gestion des eaux. Le secteur de la construction et de l'infrastructure est axé sur les projets internationaux dans les marchés émergents et en développement, et le secteur de la défense est lié à l'exportation de biens et services pour la défense et la sécurité mondiales. Les TIC comprennent les loteries établies par un exportateur canadien au nom de gouvernements étrangers qui génèrent des revenus utilisés pour réduire la pauvreté et soutenir les programmes sociaux à l'étranger. Les activités commerciales de tous les autres secteurs sont classées dans la catégorie « Autres », qui comprend l'exportation de produits de l'industrie agricole.

En plus des secteurs de produits prioritaires décrits ci-dessus, la CCC soutient les activités commerciales des petites et moyennes entreprises (les « PME ») et fournit des services d'approvisionnement à d'autres ministères pour la livraison de biens et de services et la gestion des bureaux de représentation commerciale du Canada en Chine. La CCC soutient également les activités commerciales importantes des exportateurs canadiens dans le cadre de l'Accord sur le partage de la production de défense (« APPD »).

Le programme de l'APPD est un programme majeur de politique d'intérêt public pour le Canada, qui offre un accès équitable aux exportateurs canadiens et aux autres concurrents du marché du département de la Défense (DoD) américain et génère des centaines de millions de dollars en exportations annuelles pour le Canada. Les emplois et les avantages économiques qui découlent de ces exportations sont importants. La CCC a signé des contrats d'exportation de plus de

927 millions de dollars dans le cadre de l'APPD en 2019-2020. La CCC n'est pas indemnisée pour ses coûts d'exécution de services en vertu de l'APPD.

## VALEUR DES CONTRATS SIGNÉS

La valeur des contrats signés (« VCS ») est une mesure non définie par les PCGR, utilisée par la Corporation, qui représente la valeur des contrats conclus et de leurs modifications pendant une période de référence donnée. Elle mesure la valeur totale des biens et services à fournir pendant toute la durée d'un contrat et, par la même occasion, représente la valeur totale du contrat au moment de sa signature.

Le cycle de vente des contrats gouvernementaux internationaux est souvent mesuré en années et peut être directement touché par des événements politiques, économiques et géopolitiques étrangers indépendants de la volonté de la CCC. Il en résulte un cycle commercial difficile à prévoir avec précision et à répéter avec constance.

Le tableau ci-dessous présente la VCS par secteur de produits pour les périodes de trois et six mois terminées les 30 septembre 2020 et 2019.

VCS par secteur de produits (en milliers de \$)	Pour les trois mois terminés le 30 septembre				Pour les six mois terminés le 30 septembre				En % du total	
	2020	2019	Écart en \$	Écart en %	2020	2019	Écart en \$	Écart en %	2020	2019
	Aérospatiale	-	15 001	(15 001)	(100%)	-	15 385	(15 385)	(100%)	0%
Technologie propre	-	-	-	0%	-	-	-	0%	0%	0%
Construction et infrastructure	-	-	-	0%	(9 244)	-	(9 244)	0%	(2%)	0%
Défense	2	-	2	0%	2	-	2	0%	<1%	0%
TIC	36 319	53 868	(17 549)	(33%)	58 875	106 652	(47 777)	(45%)	10%	18%
Autres	45 801	-	45 801	0%	45 801	404	45 397	>100%	8%	<1%
APPD	281 695	285 541	(3 846)	(1%)	455 251	445 153	10 098	2%	79%	74%
PME	13 773	9 907	3 866	39%	17 404	34 228	(16 824)	(49%)	3%	6%
Approvisionnement	1 523	1 638	(115)	(7%)	8 955	2 985	5 970	>100%	2%	<1%
<b>Total</b>	<b>379 113</b>	<b>365 955</b>	<b>13 158</b>	<b>4%</b>	<b>577 044</b>	<b>604 807</b>	<b>(27 763)</b>	<b>(5%)</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2020, la VCS a fléchi de 27,8 millions de dollars, soit de 5 %, par rapport à la même période lors de l'exercice précédent. Cette diminution est le résultat net d'une diminution de 89,2 millions de dollars des contrats signés dans les secteurs de l'aérospatiale, de la construction et infrastructure, des TIC et des PME qui a été partiellement compensée par une augmentation combinée de 61,5 millions de dollars de VCS dans les secteurs Autres, de l'APPD et de l'approvisionnement.

Les résultats de la VCS ont été inférieurs de 47,8 millions de dollars, soit de 45 %, dans le secteur des TIC, inférieurs de 16,8 millions de dollars, soit de 49 %, dans les PME et inférieurs de 15,4 millions de dollars dans l'aérospatiale par rapport à la même période lors de l'exercice précédent. De plus la VCS a diminué de 9,2 millions de dollars dans la construction et infrastructure en raison d'une diminution de la portée d'un contrat. Ces résultats ont été partiellement compensés par des augmentations de la VCS dans Autres de 45,4 millions de dollars, dans l'APPD de 10,1 millions de dollars et l'approvisionnement de 6,0 millions de dollars.

L'émergence de la pandémie du coronavirus (COVID-19) a eu un effet néfaste sur les résultats de la VCS avec des acheteurs étrangers qui réajustent leur besoin en matière d'approvisionnement et qui se concentrent davantage sur leur réponse nationale à la COVID-19.

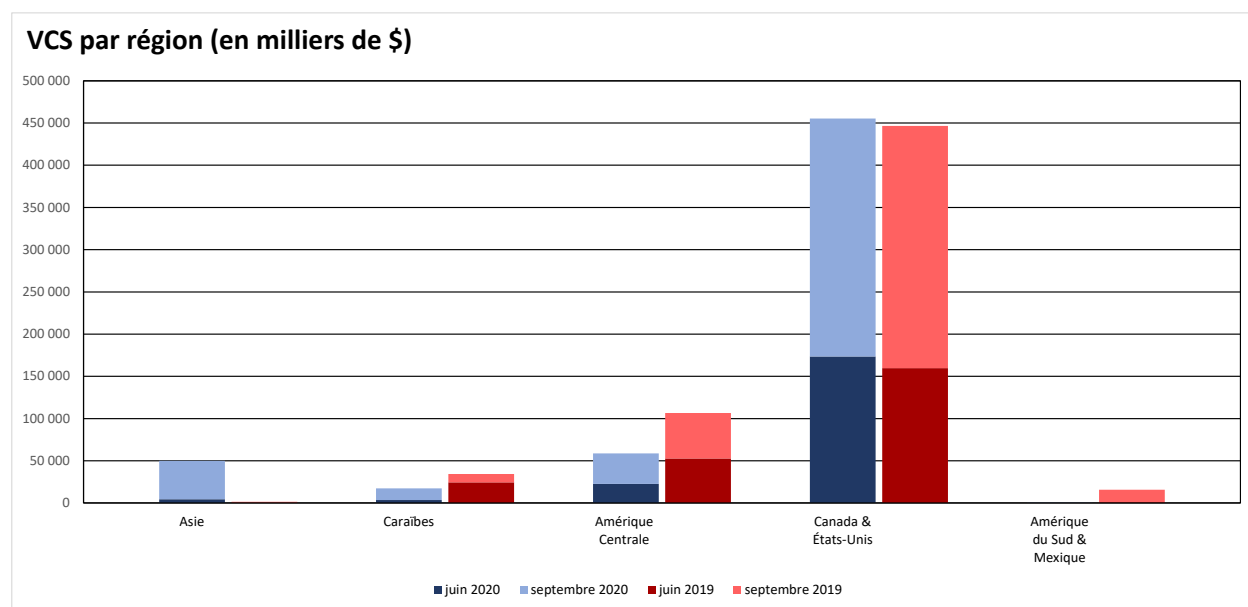
Le tableau ci-après présente la VCS par région et par secteur de produits pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2020.

VCS par région/secteur de produits (en milliers de \$)	Aérospatiale	Technologie propre	Construction et infrastructure	Défense	TIC	Autres	APPD	PME	Approvisionnement	Total	En % du Total
Afrique	-	-	(9 244)	-	-	-	-	-	4 344	(4 900)	< 1%
Asie <sup>1</sup>	-	-	-	-	-	45 801	-	-	4 286	50 087	9%
Caraïbes	-	-	-	-	-	-	-	17 404	-	17 404	3%
Amérique Centrale	-	-	-	-	58 875	-	-	-	-	58 875	10%
Europe	-	-	-	2	-	-	-	-	-	2	< 1%
Canada & États-Unis	-	-	-	-	-	-	455 251	-	99	455 350	79%
Amérique du Sud & Mexique	-	-	-	-	-	-	-	-	226	226	< 1%
<b>Total</b>	-	-	(9 244)	2	58 875	45 801	455 251	17 404	8 955	577 044	100%
En % du Total	0%	0%	(2%)	< 1%	10%	8%	79%	3%	2%	100%	

<sup>1</sup>Asie inclut le Moyen-Orient

Sur le total de 577,0 millions de dollars de la VCS, 58,9 millions de dollars provenaient des TIC en Amérique centrale, 45,8 millions de dollars du secteur Autres reliés à l'approvisionnement en potasse en Asie, 455,3 millions de dollars de l'APPD dans la région Canada & États-Unis, 17,4 millions de dollars des PME dans les Caraïbes et 9,0 millions de dollars de l'approvisionnement principalement en Afrique et Asie, ainsi que dans les régions Canada & États-Unis et en Amérique du Sud & Mexique. Ces résultats ont été partiellement compensés par une diminution de la VCS dans la construction et infrastructure en Afrique liée à la diminution de la portée d'un contrat.

Le graphique ci-dessous présente une comparaison des changements importants de la VCS par région pour les périodes de six mois terminées les 30 septembre 2020 et 2019.



Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2020, il y a eu une diminution de 17,0 millions de dollars de la VCS aux Caraïbes, principalement dans les PME, une diminution de 47,8 millions de dollars en Amérique Centrale dans les TIC et une diminution de 15,4 millions de dollars en Amérique du Sud & Mexique, principalement dans l'aérospatiale. Ces résultats sont partiellement compensés par une augmentation de la VCS de 48,7 millions de dollars en Asie, principalement liée aux contrats signés reliés à la vente de potasse; et une augmentation de 8,8 millions de dollars dans la région Canada & États-Unis, principalement, pour des contrats de l'APPD.

## Obligations contractuelles au 30 septembre 2020

Dans son rôle de maître d'œuvre, la Corporation a l'obligation contractuelle d'exécuter les contrats conclus avec des acheteurs étrangers et de veiller à ce que les conditions des contrats soient respectées, quelle que soit la qualité du rendement de l'exportateur canadien. Au 30 septembre 2020, la valeur totale du portefeuille de contrats de la Corporation restants à exécuter s'élevait à 10,7 milliards de dollars (12,4 milliards au 31 mars 2020) dont environ 87 % (88 % au 31 mars 2020) sont liés au contrat du PBB.

## OPÉRATIONS COMMERCIALES

Les opérations commerciales (« OC ») sont une mesure non définie par les PCGR, utilisée par la Corporation, qui représentent la valeur des livraisons contractuelles au cours de la période de référence (c.-à-d. une mesure de l'activité économique). Étant donné le statut de mandataire de la Corporation pour la présentation selon les Normes internationales d'information financière, les OC ne sont pas comptabilisées comme un produit. La Corporation continue de saisir les données des OC, parce qu'il s'agit d'une mesure de son impact sur l'économie canadienne.

Le tableau ci-dessous présente les OC par secteur de produits pour les périodes de trois et six mois terminées les 30 septembre 2020 et 2019.

Opérations commerciales par secteur de produits (en milliers de \$)	Pour les trois mois terminés le 30 septembre				Pour les six mois terminés le 30 septembre				En % du total	
	2020	2019	Écart en \$	Écart en %	2020	2019	Écart en \$	Écart en %	2020	2019
	Aérospatiale	1 030 \$	13 398 \$	(12 368) \$	(92 %)	1 030 \$	64 670 \$	(63 640) \$	(98 %)	< 1 %
Technologie propre	-	-	-	0 %	-	-	-	0 %	0 %	0 %
Construction et infrastructure	13 288	49 361	(36 073)	(73 %)	46 555	91 227	(44 672)	(49 %)	4 %	8 %
Défense	4 216	2	4 214	>100 %	4 383	2	4 381	>100 %	< 1 %	< 1 %
TIC	37 965	62 701	(24 736)	(39 %)	60 521	115 485	(54 964)	(48 %)	5 %	10 %
Autres	9 674	12 496	(2 822)	(23 %)	9 674	12 496	(2 822)	(23 %)	< 1 %	1 %
APPD	208 804	150 495	58 309	39 %	418 316	324 361	93 955	29 %	33 %	27 %
PME	8 716	19 568	(10 852)	(55 %)	13 291	43 484	(30 193)	(69 %)	1 %	4 %
Approvisionnement	9 071	2 156	6 915	>100 %	9 399	6 140	3 259	53 %	< 1 %	< 1 %
Total excluant PBB	292 764 \$	310 177 \$	(17 413) \$	(6 %)	563 169 \$	657 865 \$	(94 696) \$	(14 %)	45 %	55 %
PBB	683 636	20 987	662 649	>100 %	695 641	530 330	165 311	31 %	55 %	45 %
Total incluant PBB	976 400 \$	331 164 \$	645 236 \$	>100 %	1 258 810 \$	1 188 195 \$	70 615 \$	6 %	100 %	100 %

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2020, les OC ont augmenté de 70,6 millions de dollars, soit de 6 %, par rapport à la même période lors de l'exercice précédent. Cette augmentation est le résultat net d'une augmentation des OC de 165,3 millions de dollars provenant du PBB, d'une augmentation combinée de 101,6 millions de dollars des OC provenant de la défense, de l'APPD et de l'approvisionnement qui ont été partiellement compensées par une baisse combinée des OC de 196,3 millions de dollars provenant de l'aérospatiale, de la construction et infrastructure, des TIC, Autres et des PME.

La tendance des OC est similaire à celle de la VCS pour ce qui est des contrats liés à l'APPD, aux TIC et aux PME. Ces résultats sont attribuables au fait que la VCS pour ces contrats est plus régulière et constante d'année en année. En revanche, étant donné la nature irrégulière des contrats internationaux, les OC dans les autres secteurs de produits vont souvent prendre une direction différente de celle de la VCS au cours de la même année.

Le tableau ci-après présente les OC par région et par secteur de produits pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2020, à l'exclusion du PBB.

Opérations commerciales par région/secteur de produits (en milliers de \$)	Construction et									Total	En % du Total
	Aérospatiale	Technologie propre	infrastructure	Défense	TIC	Autres	APPD	PME	Approvisionne ment		
Afrique	-	\$ -	\$ 34 026	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ 2 811	\$ 36 837	7 %
Asie <sup>1</sup>	-	-	-	-	-	9 674	-	-	6 286	15 960	3 %
Caraïbes	-	-	12 529	-	-	-	-	13 291	178	25 998	5 %
Amérique Centrale	-	-	-	-	60 521	-	-	-	-	60 521	11 %
Europe	-	-	-	2,692	-	-	-	-	-	2 692	< 1 %
Canada & États-Unis	-	-	-	-	-	-	418 316	-	124	418 440	74 %
Amérique du Sud & Mexique	1 030	-	-	1 691	-	-	-	-	-	2 721	< 1 %
<b>Total</b>	<b>1 030</b>	<b>\$ -</b>	<b>\$ 46 555</b>	<b>\$ 4 383</b>	<b>\$ 60 521</b>	<b>\$ 9 674</b>	<b>\$ 418 316</b>	<b>\$ 13 291</b>	<b>\$ 9 399</b>	<b>\$ 563 169</b>	<b>100 %</b>
% du Total	< 1 %	0 %	8 %	< 1 %	11 %	2 %	74 %	2 %	2 %	100 %	

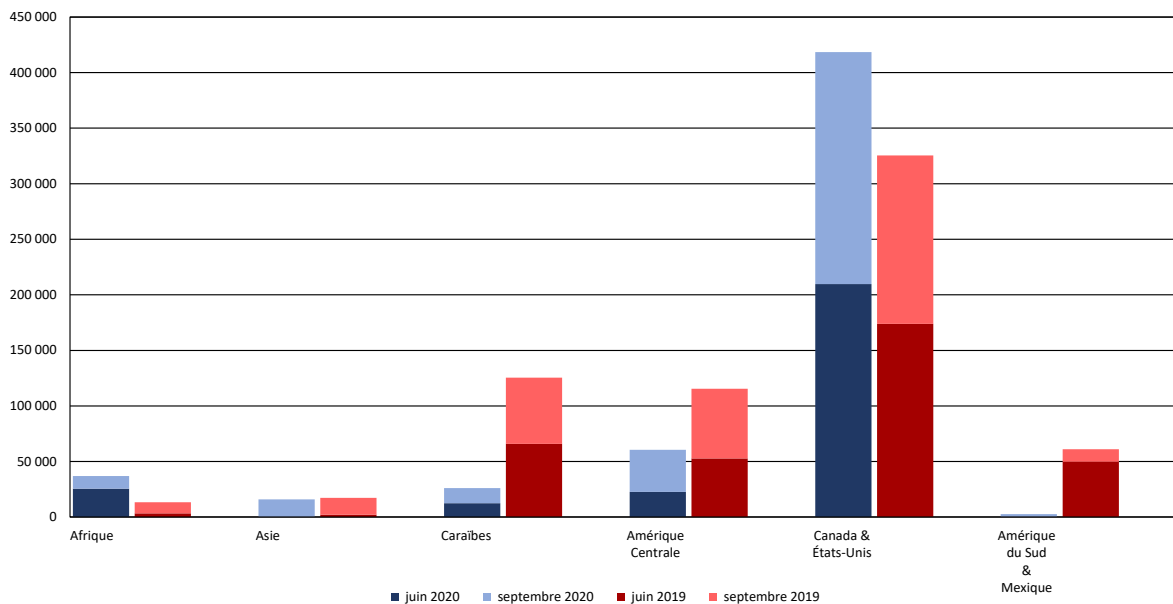
<sup>1</sup>Asie inclut le Moyen-Orient

Sur le total de 563,2 millions de dollars des OC (à l'exclusion du PBB), les OC de l'APPD représentaient 418,3 millions de dollars, soit 74 %. Les TIC disposaient de 60,5 millions de dollars pour des contrats concernant les systèmes de loterie et la sécurité au Nicaragua, au Honduras et au Panama. Le secteur de la construction et infrastructure a contribué à hauteur de 34,0 millions de dollars en Afrique pour la construction d'une aire de stationnement dans le port de Tema, au Ghana et 12,5 millions de dollars dans les Caraïbes pour l'agrandissement et la réhabilitation de l'aéroport international L.F. Wade aux Bermudes. En continuant de mettre l'accent sur le soutien aux PME, ce secteur de produits a contribué à hauteur de 13,3 millions de dollars reliés aux activités commerciales dans les Caraïbes. Le secteur de produits Autres a contribué 9,7 millions de dollars reliés à l'approvisionnement en potasse en Asie. Le secteur de l'approvisionnement a contribué à hauteur de 9,4 millions de dollars principalement reliés à l'approvisionnement en équipement de protection individuelle en Afrique et en Asie suite à l'émergence de la COVID-19.

Le graphique ci-dessous présente une comparaison des changements importants des OC par région pour les périodes de six mois terminées les 30 septembre 2020 et 2019, à l'exclusion du PBB.



**Opérations commerciales par région (en milliers de \$)**



Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2020, il y a eu une diminution totale des OC de 94,7 millions de dollars par rapport à la même période lors de l'exercice précédent, excluant l'augmentation de 165,3 millions de dollars provenant du PBB. Le résultat net est dû à un recul combiné de 213,9 millions de dollars en Asie, aux Caraïbes, en Amérique centrale et en Amérique du Sud & Mexique, qui a été partiellement compensé par une augmentation combinée de 119,2 millions de dollars en Afrique, en Europe et dans la région Canada & États-Unis.

Il y a des variations dans les OC par secteur de produits et par région lorsque l'on compare les résultats d'une année à l'autre, ce qui reflète l'échéancier des exigences contractuelles et les calendriers de livraison connexes. De plus, les OC pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2020 ont été impactées par l'émergence de la pandémie de la Coronavirus 2019 (COVID-19) qui a retardé certaines activités et livraisons en raison des perturbations au niveau de la chaîne d'approvisionnement et des acheteurs étrangers qui se concentrent davantage sur leur réponse nationale à la COVID-19.

## RÉSUMÉ DES RÉSULTATS FINANCIERS

Les faits saillants financiers de la CCC pour la période terminée le 30 septembre 2020 sont présentés ci-après.

### Analyse de l'état du résultat global

Résultat net (en milliers de \$)	Pour les trois mois terminés le 30 septembre				Pour les six mois terminés le 30 septembre			
	2020	2019			2020	2019		
		(Ajustés pour l'IFRS 16)	Écart en \$	Écart en %		(Ajustés pour l'IFRS 16)	Écart en \$	Écart en %
Produits	5 897 \$	4 189 \$	1 708 \$	41 %	7 599 \$	10 729 \$	(3 130) \$	(29) %
Financement public	-	2 500	(2 500)	(100) %	-	2 500	(2 500)	(100) %
Charges	5 594	7 058	(1 464)	(21) %	11 809	13 974	(2 165)	(15) %
Perte de change	(13)	65	(78)	(>100) %	(109)	(17)	(92)	>100 %
<b>Résultat net</b>	<b>290 \$</b>	<b>(304) \$</b>	<b>594 \$</b>	<b>(&gt;100) %</b>	<b>(4 319) \$</b>	<b>(762) \$</b>	<b>(3 557) \$</b>	<b>&gt;100 %</b>

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2020, la Corporation a enregistré une perte nette de 4,3 millions de dollars, soit un recul de 3,6 millions de dollars par rapport à la perte nette de 762 mille dollars enregistrée au cours de la même période lors de l'exercice précédent. Ce résultat est attribuable à une diminution des produits de 3,1 millions de dollars, à une diminution du financement reçu du gouvernement du Canada de 2,5 millions de dollars et à l'effet des variations des taux de change de 92 mille dollars qui sont partiellement compensés par une baisse de 2,2 millions de dollars des charges par rapport aux niveaux de l'exercice précédent.

La CCC dispose d'une couverture naturelle contre les gains ou les pertes de change, variations qui, sinon, se répercuteraient sur le résultat net des opérations et sur son résultat global. Les soldes en monnaies étrangères non couverts font l'objet d'une surveillance et sont maintenus à des niveaux négligeables.

### Produits

Produits (en milliers de \$)	Pour les trois mois terminés le 30 septembre				Pour les six mois terminés le 30 septembre				En % du total	
	2020	2019	Écart en \$	Écart en %	2020	2019	Écart en \$	Écart en %	2020	2019
									2020	2019
Frais de service	5 767 \$	3 838 \$	1 929 \$	50 %	7 353 \$	9 920 \$	(2 567) \$	(26) %	97 %	92 %
Autres produits	93	115	(22)	(19) %	171	279	(108)	(39) %	2 %	3 %
Produits financiers	37	236	(199)	(84) %	75	530	(455)	(86) %	<1 %	5 %
<b>Total</b>	<b>5 897 \$</b>	<b>4 189 \$</b>	<b>1 708 \$</b>	<b>41 %</b>	<b>7 599 \$</b>	<b>10 729 \$</b>	<b>(3 130) \$</b>	<b>(29) %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2020, le total des produits de 7,6 millions de dollars était de 3,1 millions de dollars inférieur, soit 29 % de moins, par rapport à la même période lors de l'exercice précédent. Cette diminution est attribuable à une baisse de 2,6 millions de dollars des frais de service, de 108 mille dollars des autres produits et de 455 mille dollars des produits financiers.

Frais de service par secteur de produits

Frais de service par secteur de produits (en milliers de \$)	Pour les trois mois terminés le 30 septembre				Pour les six mois terminés le 30 septembre				En % du total	
	2020	2019	Écart en \$	Écart en %	2020	2019	Écart en \$	Écart en %	2020	2019
	Aérospatiale	27 \$	605 \$	(578) \$	(96 %)	27 \$	978 \$	(951) \$	(97 %)	< 1 %
Technologie propre	-	-	-	0 %	-	-	-	0 %	0 %	0 %
Construction et infrastructure	430	1 377	(947)	(69 %)	1 177	2 416	(1 239)	(51 %)	16 %	24 %
Défense	156	15	141	>100 %	175	30	145	>100 %	2 %	< 1 %
TIC	246	412	(166)	(40 %)	395	611	(216)	(35 %)	5 %	6 %
Autres	169	218	(49)	(22 %)	169	218	(49)	(22 %)	2 %	2 %
PME	240	538	(298)	(55 %)	364	1 195	(831)	(70 %)	5 %	12 %
Approvisionnement	605	539	66	12 %	1 045	1 078	(33)	(3 %)	14 %	11 %
<b>Total excluant PBB</b>	<b>1 873 \$</b>	<b>3 704 \$</b>	<b>(1 831) \$</b>	<b>(49 %)</b>	<b>3 352 \$</b>	<b>6 526 \$</b>	<b>(3 174) \$</b>	<b>(49 %)</b>	<b>46 %</b>	<b>65 %</b>
PBB	3 894	134	3 760	>100 %	4 001	3 394	607	18 %	54 %	34 %
<b>Total incluant PBB</b>	<b>5 767 \$</b>	<b>3 838 \$</b>	<b>1 929 \$</b>	<b>50 %</b>	<b>7 353 \$</b>	<b>9 920 \$</b>	<b>(2 567) \$</b>	<b>(26 %)</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

La Corporation facture des frais de service sur tous les contrats, à l'exception des contrats de l'APPD. Les frais sont généralement calculés en pourcentage de la valeur du contrat. Les frais sont négociés contrat par contrat et, dans une fourchette acceptable, reflètent généralement le profil de risque d'un projet et les conditions du marché concurrentiel. Les frais sont comptabilisés à titre de produit lorsque la Corporation a rempli son obligation de prestation aux termes de chaque contrat et sont généralement proportionnels aux OC.

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2020, les frais de service totaux de 7,4 millions de dollars ont diminué de 2,6 millions de dollars, soit un recul de 26 %, par rapport à la même période lors de l'exercice précédent. Cette diminution d'une période à l'autre est due à une baisse combinée de 3,3 millions de dollars des frais de service provenant de tous les secteurs de produits à l'exception du PBB et de la défense qui ont connu des augmentations respectives de 607 mille dollars et de 145 mille dollars.

Le tableau ci-après présente les frais de service par région et par secteur de produits pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2020, à l'exclusion du PBB.

Frais de Service par région/secteur de produits (en milliers de \$)	Construction et Technologie propre							APPD	PME	Approvisionne- ment	Total	En % du Total
	Aérospatiale	Technologie propre	infrastructure	Défense	TIC	Autres						
Afrique	-	-	872	-	-	-	-	-	65	937	28 %	
Asie <sup>1</sup>	-	-	-	-	-	169	-	-	456	625	19 %	
Caraïbes	-	-	305	-	-	-	-	364	(5)	664	20 %	
Amérique Centrale	-	-	-	-	395	-	-	-	-	395	12 %	
Europe	-	-	-	86	-	-	-	-	-	86	3 %	
Canada & États-Unis	-	-	-	33	-	-	-	-	503	536	16 %	
Amérique du Sud & Mexique	27	-	-	56	-	-	-	-	26	109	3 %	
<b>Total</b>	<b>27 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>1 177 \$</b>	<b>175 \$</b>	<b>395 \$</b>	<b>169 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>364 \$</b>	<b>1 045 \$</b>	<b>3 352 \$</b>	<b>100 %</b>	
En % du Total	< 1 %	0 %	35 %	5 %	12 %	5 %	0 %	11 %	31 %	100 %		

<sup>1</sup>Asie inclut le Moyen-Orient

Des frais de service totaux de 3,4 millions de dollars (excluant le PBB) découlant des contrats gérés, 1,2 million de dollars, soit 35 %, provenait du secteur de la construction et de l'infrastructure en Afrique et dans les Caraïbes. L'approvisionnement a contribué à hauteur de 1,0 million de dollars, soit 31 %, en Afrique, Asie, dans la région Canada & États-Unis et dans la région Amérique du sud & Mexique. Les TIC ont contribué à hauteur de 395 mille dollars, soit 12 %, en Amérique centrale. En continuant de mettre l'accent sur les PME, ce secteur de produits

a contribué à hauteur de 364 mille dollars, soit 11 %, dans les Caraïbes. Par ailleurs, la défense a contribué à hauteur de 175 mille dollars, soit 5 %, en Europe, Canada & États-Unis et en Amérique du Sud & Mexique. Le secteur de produits Autres a contribué à hauteur de 169 mille dollars, soit 5 %, attribuable à l'approvisionnement en potasse en Asie.

## Charges

### Frais d'administration

Frais d'administration (en milliers de \$)	Pour les trois mois terminés le 30 septembre				Pour les six mois terminés le 30 septembre				En % du total	
	2020	2019 (Ajustés pour l'IFRS 16)	Écart en \$	Écart en %	2020	2019 (Ajustés pour l'IFRS 16)	Écart en \$	Écart en %	2020	2019
Rémunération du personnel et charges connexes	3 805 \$	4 670 \$	( 865) \$	(19 %)	8 395 \$	9 411 \$	(1 016) \$	(11 %)	72 %	67 %
Services de gestion des contrats	639	662	( 23)	(3 %)	1 279	1 323	( 44)	(3 %)	11 %	10 %
Loyer et frais connexes	206	368	( 162)	(44 %)	543	632	( 89)	(14 %)	5 %	5 %
Consultants	332	354	( 22)	(6 %)	431	676	( 245)	(36 %)	4 %	5 %
Logiciels, matériel informatique et soutien	169	183	( 14)	(8 %)	387	522	( 135)	(26 %)	3 %	4 %
Amortissement	190	180	10	6 %	376	360	16	4 %	3 %	3 %
Communications	123	136	( 13)	(10 %)	146	178	( 32)	(18 %)	1 %	1 %
Frais de déplacement et accueil	6	372	( 366)	(98 %)	21	631	( 610)	(97 %)	<1 %	5 %
Autres charges	72	77	( 5)	(6 %)	127	129	( 2)	(2 %)	1 %	<1 %
<b>Total</b>	<b>5 542 \$</b>	<b>7 002 \$</b>	<b>(1 460) \$</b>	<b>(21 %)</b>	<b>11 705 \$</b>	<b>13 862 \$</b>	<b>(2 157) \$</b>	<b>(16 %)</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2020, les frais d'administration de 11,7 millions de dollars ont diminué de 2,2 millions de dollars, soit de 16 %, par rapport à la même période lors de l'exercice précédent. Tous les postes de dépenses ont connu une diminution sauf l'amortissement qui a légèrement augmenté de 16 mille dollars.

Les frais d'administration peuvent varier comparativement aux périodes précédentes puisque la CCC évalue constamment les niveaux de personnel afin de réaliser des gains d'efficacité dans la mesure du possible. Pour y parvenir, elle réévalue ses ressources et ses activités d'exploitation, et en améliore sa gestion. La Corporation établit les budgets à partir des hypothèses quant à la capacité requise pour effectuer les activités contractuelles prévues. Les budgets sont gérés de manière à contrôler les dépenses par rapport aux produits gagnés tout au long de l'année. La CCC ne cesse de renforcer sa philosophie de l'amélioration continue, grâce à la mise en œuvre des changements apportés aux processus pour améliorer l'efficacité et permettre la redistribution des ressources, entraînant une capacité globale accrue.

### Dépenses de remédiation des contrats

Les dépenses de remédiation des contrats sont enregistrées lorsque les montants réels sont engagés ou lorsqu'elles peuvent être estimées de façon raisonnable. Pour les périodes de six mois terminées le 30 septembre 2020 et 2019, la Corporation n'a engagé aucun frais de remédiation des contrats. Ce résultat reflète les processus de diligence raisonnable et les pratiques efficaces en matière de gestion des contrats et de gestion du risque d'entreprise (« GRE ») de la Corporation.

## Analyse de l'état de la situation financière

Les actifs et les passifs comprennent les montants pour lesquels les fonds reçus d'un acheteur étranger n'ont pas encore été transférés à l'exportateur canadien, ou dans les cas où la Corporation a effectué des paiements aux exportateurs canadiens avant de les recouvrer auprès des acheteurs étrangers.

Les postes de l'état de la situation financière comme la trésorerie et équivalents de trésorerie, les créances et les créditeurs et les charges à payer représentent une vue momentanée à un moment précis. Ces soldes peuvent fluctuer considérablement d'un jour à l'autre, parfois, des dizaines de millions de dollars peuvent être reçus un jour et payés le lendemain ou vice versa.

Il convient de noter qu'en dépit du fait que les résultats financiers soient présentés à titre de mandataire, la CCC demeure le principal débiteur de ses contrats avec les acheteurs étrangers et demeure responsable de l'exécution des contrats conformément aux modalités contractuelles. Dans son rôle de maître d'œuvre, la Corporation a l'obligation contractuelle d'exécuter les contrats conclus avec les acheteurs étrangers et de veiller à ce que les conditions des contrats soient respectées, quelle que soit la qualité du rendement de l'exportateur canadien.

### Actifs

Actifs (en milliers de \$) Aux	30 septembre 2020	31 mars 2020	Écart en \$	Écart en %	En % du total	
					30 septembre 2020	31 mars 2020
Trésorerie et équivalents de trésorerie	38 454 \$	65 818 \$	(27 364) \$	(42 %)	58 %	67 %
Créances	21 286	26 333	(5 047)	(19 %)	32 %	27 %
Autres actifs	1 136	781	355	45 %	2 %	<1 %
Immobilisations corporelles	2 296	2 404	( 108)	(4 %)	3 %	2 %
Actifs au titre de droits d'utilisation	3 413	3 570	( 157)	(4 %)	5 %	4 %
<b>Total des actifs</b>	<b>66 585 \$</b>	<b>98 906 \$</b>	<b>(32 321) \$</b>	<b>(33 %)</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

Au 30 septembre 2020, le total des actifs de 66,6 millions de dollars avait diminué de 32,3 millions de dollars, soit de 33 %, depuis le 31 mars 2020. Ce résultat s'explique principalement par des diminutions de la trésorerie et équivalents de trésorerie de 27,4 millions de dollars et des créances de 5,0 millions de dollars.

Les créances comprennent des frais de service non perçus et les montants à recevoir des acheteurs étrangers lorsque les montants ont déjà été versés aux exportateurs canadiens.

### Passifs

Passifs (en milliers de \$) Aux	30 septembre 2020	31 mars 2020	Écart en \$	Écart en %	En % du total	
					30 septembre 2020	31 mars 2020
Créditeurs et charges à payer	21 577 \$	40 568 \$	(18 991) \$	(47 %)	46 %	54 %
Retenues de garantie et produits différés	317	5 550	(5 233)	(94 %)	<1 %	7 %
Avances	17 091	20 754	(3 663)	(18 %)	36 %	28 %
Avantages du personnel	1 376	1 284	92	7 %	3 %	2 %
Obligations locatives	6 629	6 836	( 207)	(3 %)	14 %	9 %
<b>Total des passifs</b>	<b>46 990 \$</b>	<b>74 992 \$</b>	<b>(28 002) \$</b>	<b>(37 %)</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

Au 30 septembre 2020, le total des passifs de 47,0 millions de dollars avait diminué de 28,0 millions de dollars, soit de 37 %, depuis le 31 mars 2020. Ce résultat est principalement attribuable aux diminutions des créditeurs et des charges à payer de 19,0 millions de dollars, des retenues de garantie et produits différés de 5,2 millions de dollars et des avances de 3,7 millions de dollars. Les diminutions similaires du total des actifs et des passifs reflètent la nature des contrats gérés et l'incidence sur les soldes du calendrier des encaissements et des versements effectués.

## Analyse de l'état des flux de trésorerie

Flux de trésorerie (en milliers de \$)	Pour les trois mois terminés le 30 septembre				Pour les six mois terminés le 30 septembre				En % du total	
	2020	2019 (Ajustés pour l'IFRS 16)	Écart en \$	Écart en %	2020	2019 (Ajustés pour l'IFRS 16)	Écart en \$	Écart en %	2020	2019
Activités d'exploitation	(27 699) \$	23 810 \$	(51 509) \$	(>100 %)	(25 210) \$	12 962 \$	(38 172) \$	(>100 %)	92 %	100 %
Activités d'investissement	(56)	(19)	(37)	>100 %	(111)	(19)	(92)	>100 %	<1 %	0 %
Activités de financement	(104)	(100)	(4)	4 %	(207)	(200)	(7)	4 %	<1 %	0 %
Effet des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	(626)	57	(683)	(>100 %)	(1 836)	(65)	(1 771)	>100 %	7 %	0 %
<b>Variations de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>(28 485) \$</b>	<b>23 748 \$</b>	<b>(52 233) \$</b>	<b>(&gt;100 %)</b>	<b>(27 364) \$</b>	<b>12 678 \$</b>	<b>(40 042) \$</b>	<b>(&gt;100 %)</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

Au cours de la période de six mois terminée le 30 septembre 2020, la diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 27,4 millions de dollars constituait un recul de 40,0 millions de dollars par rapport à l'augmentation nette de 12,7 millions de dollars au cours de la même période lors de l'exercice précédent. Cette variation défavorable de 40,0 millions de dollars est due à une augmentation combinée de 38,3 millions de dollars des sorties de trésorerie reliées aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement ainsi que l'effet des fluctuations des taux de change de 1,8 million de dollars.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie représentent une vue momentanée à un moment précis. Les soldes de trésorerie de la Corporation fluctuent considérablement d'un jour à l'autre, car il arrive que des dizaines de millions de dollars soient reçus un jour et versés le lendemain ou vice versa. Il convient de noter que les flux de trésorerie déclarés reflètent des sommes considérables provenant des acheteurs étrangers qui sont versées aux exportateurs canadiens à mesure que les obligations contractuelles d'exécution sont remplies.

Pour les contrats qui ne font pas partie du programme de l'APPD, la Corporation paie généralement les exportateurs canadiens dans un délai de cinq jours ouvrables, après avoir reçu le paiement de la part de l'acheteur étranger (c.-à-d. que le paiement est versé à l'exportateur canadien après sa réception de l'acheteur étranger). Dans le cadre du programme de l'APPD, la Corporation paie généralement les exportateurs canadiens dans les trente jours suivant la réception d'une facture. La Corporation peut utiliser ses propres fonds pour payer les exportateurs canadiens au plus tard le 30<sup>e</sup> jour dans les cas où le paiement n'a pas encore été reçu de l'acheteur, aux termes de l'APPD. Selon le temps écoulé entre la réception et le versement, ces opérations peuvent s'échelonner sur plus d'une période et entraîner des variations des flux de trésorerie d'une période à l'autre, les créances étant payées à la Corporation à la fin d'une période et les versements étant effectués à l'exportateur canadien au début de la suivante.

### Comparaison des résultats financiers et du budget

Les résultats financiers pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2020 comparés au budget sont présentés ci-dessous.

État du résultat global (en milliers de \$)  
Pour les six mois terminés le 30 septembre

2020	Montant réel	Budget	Écart en \$	Écart en %
<b>Produits</b>				
Frais de service	7 353 \$	6 849 \$	504 \$	7 %
Autres produits	171	250	(79)	(32 %)
Produits financiers	75	363	(288)	(79 %)
	7 599	7 462	137	2 %
<b>Charges</b>	11 809	12 793	(984)	(8 %)
<b>Perte de change</b>	(109)	-	(109)	0 %
<b>Résultat net</b>	(4 319) \$	(5 331) \$	1 012 \$	(19 %)

La Corporation a enregistré une perte nette de 4,3 millions de dollars pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2020, soit un écart favorable de 1,0 million de dollars par rapport à la perte budgétée de 5,3 millions de dollars. Le résultat net s'explique par des écarts favorables liés aux frais de service de 504 mille dollars et aux charges de 984 mille dollars, qui sont compensés partiellement par des écarts défavorables liés aux produits financiers et autres produits de 367 mille dollars et à la perte de change de 109 mille dollars.

L'écart favorable de 504 mille dollars provenant des frais de service par rapport au budget est principalement attribuable à un volume de facturation plus élevé que prévu pour certains programmes. L'écart défavorable lié aux produits financiers de 288 mille dollars par rapport au budget est attribuable à des soldes nettement inférieurs et à des taux d'investissement moins élevés.

L'écart favorable de 984 mille dollars provenant des charges est principalement attribuable aux éléments suivants : 1) la baisse des charges de rémunération du personnel (852 mille dollars) découlant des postes vacants; 2) des frais de déplacement et accueil moins élevés que prévus (123 mille dollars), en raison des limitations dans les déplacements dues à la pandémie de la COVID-19; 3) des dépenses de logiciels, matériel informatique et soutien moins élevées que prévues (112 mille dollars) pour les six premiers mois de l'exercice et; 4) plusieurs autres dépenses plus basses que prévues (148 mille dollars). Ces écarts favorables sont partiellement compensés par des honoraires de consultants plus élevés que prévus (251 mille dollars). Les budgets de dépenses sont établis en fonction des hypothèses relatives à la capacité requise liée aux activités contractuelles prévues de la Corporation. Les dépenses sont gérées de manière prudente et sont contrôlées dans la mesure du possible en fonction des produits gagnés tout au long de l'année.

## PRÉVISIONS POUR 2020-2021

Pour 2020-2021, les revenus nets sont prévus pour être inférieurs à ceux de l'exercice précédent. Avant l'émergence de la pandémie de la COVID-19, des produits inférieurs étaient prévus en raison de la diminution du nombre de contrats générant des frais de service signés en 2020, combinée à une baisse des frais de service perçus sur les obligations de performance, étant donné que plusieurs contrats, actuellement sous gestion, s'achèvent. Avec l'émergence de la pandémie de la COVID-19, les produits devraient être encore réduits, car il est prévu que les retards dans la signature des contrats générant des frais de service persisteront jusqu'en 2021 et au-delà.

Pour compenser le manque à gagner prévu dans les produits, la direction réduit et contrôle en amont les dépenses par rapport aux produits prévus. Ceci sera géré activement et évalué en permanence au cours de l'exercice 2020-2021.



## ENGAGEMENT DE LA CCC À L'ÉGARD DE LA GESTION DU RISQUE

La CCC gère, à l'échelle de l'entité, les risques d'entreprise et transactionnels en s'efforçant de remplir son mandat, lequel consiste à promouvoir et à faciliter le commerce international pour le compte des exportateurs canadiens. La stratégie mise en place pour gérer ces risques est expliquée en détail dans le rapport annuel de la Corporation pour l'exercice 2019-2020.

La COVID-19 continue d'avoir un impact important sur les opérations de la CCC au cours de la période considérée. La CCC a rapidement implémenté le télétravail lorsque les restrictions reliées à la COVID-19 ont été adoptées. Les employés travaillent à domicile avec une connectivité sécurisée et des contrôles adéquats en ce qui concerne le système d'information de la CCC. Le risque associé à l'environnement commercial s'est accru en raison de la COVID-19 avec des acheteurs étrangers qui réajustent leurs besoins en matière d'approvisionnement. Les fournisseurs de la CCC sont également touchés économiquement par la COVID-19 augmentant ainsi le risque associé au rendement des fournisseurs pour la CCC.

Les autres risques que la CCC surveille de près comprennent le risque financier, le risque d'atteinte à la réputation et le risque associé aux ressources humaines. Le risque financier concerne principalement les pertes récurrentes que connaît la CCC. Ce risque est atténué par des stratégies d'augmentation et de diversification des sources de revenus de la CCC. Le risque d'atteinte à la réputation s'est accru en raison des problèmes potentiels de rendement avec quelques projets d'exportation. La direction travaille en étroite collaboration avec les exportateurs canadiens et les acheteurs étrangers concernés afin de parvenir à des résolutions. Enfin, le risque associé aux ressources humaines est élevé en raison du roulement récent dans des postes clés au sein de la haute direction et du personnel. Des processus de dotation sont en place pour aider à atténuer ce risque.

La direction continue d'aligner son cadre de conduite responsable des affaires avec les priorités du gouvernement du Canada. Une collaboration continue avec des parties prenantes au sein du gouvernement assure qu'une approche intégrée et un processus de prise de décision solide sont en place lors de l'évaluation des exportateurs canadiens sur des questions relatives à la subornation et la corruption ainsi que la détermination des risques découlant de l'effet négatif du non-respect des droits de la personne en lien avec une transaction.

À l'exception de ceux mentionnés ci-haut, aucun autre changement significatif, nouveaux risques ou incertitudes n'ont été cernés au cours de la période terminée le 30 septembre 2020 en comparaison avec ceux présentés ou discutés précédemment.

## RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. Elle est également chargée de veiller à ce que toutes les autres informations présentées dans le présent rapport financier trimestriel concordent, le cas échéant, avec celles contenues dans les états financiers trimestriels. Ces états financiers trimestriels n'ont pas été audités ou examinés par un vérificateur externe.

À notre connaissance, les états financiers trimestriels non audités donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière et des résultats et flux de trésorerie de la Corporation, à la date donnée et pour la période visée.

Président et  
chef de la direction par intérim,



Ernie Briard

Directeur, finance et politique



John Bouchard

Ottawa, Canada  
Le 17 novembre 2020

## ÉTATS FINANCIERS PROVISOIRES CONDENSÉS (NON AUDITÉS)

### État de la situation financière (non audité)

Aux	Notes	30 septembre 2020	31 mars 2020
<b>ACTIFS</b>			
<b>Actifs courants</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5	38 454 \$	65 818 \$
Créances	6, 12	20 589	18 912
Autres actifs	7	1 136	781
		<b>60 179</b>	<b>85 511</b>
<b>Actifs non courants</b>			
Créances	6, 12	697	7 421
Immobilisations corporelles		2 296	2 404
Actifs au titre de droits d'utilisation		3 413	3 570
		<b>6 406</b>	<b>13 395</b>
<b>Total des actifs</b>		<b>66 585 \$</b>	<b>98 906 \$</b>
<b>PASSIFS</b>			
<b>Passifs courants</b>			
Créditeurs et charges à payer	8, 12	21 577 \$	40 568 \$
Retenues de garantie	18	-	5 003
Avances		17 091	20 754
Produits différés	9	317	547
Obligations locatives	10	422	417
Avantages du personnel		1 165	1 083
		<b>40 572</b>	<b>68 372</b>
<b>Passifs non courants</b>			
Obligations locatives	10	6 207	6 419
Avantages du personnel		211	201
		<b>6 418</b>	<b>6 620</b>
<b>Total des passifs</b>		<b>46 990</b>	<b>74 992</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
Capital d'apport		10 000	10 000
Bénéfices non répartis		9 595	13 914
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>19 595</b>	<b>23 914</b>
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>		<b>66 585 \$</b>	<b>98 906 \$</b>
Éventualités	18		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

La publication de ces états financiers a été approuvée le 17 novembre 2020

Président et chef de la direction par interim



**Ernie Briard**

Directeur, finance et politique



**John Bouchard**

État du résultat global (non audité)

	Notes	Pour les trois mois terminés le 30 septembre		Pour les six mois terminés le 30 septembre	
		2020	2019	2020	2019
			(Ajustés pour l'IFRS 16 - Note 4)		(Ajustés pour l'IFRS 16 - Note 4)
<b>PRODUITS</b>					
Frais de service	13	5 767 \$	3 838 \$	7 353 \$	9 920 \$
Autres produits	14	93	115	171	279
Produits financiers		37	236	75	530
		5 897	4 189	7 599	10 729
<b>FINANCEMENT PUBLIC</b>					
Transferts du gouvernement du Canada	15	-	2 500	-	2 500
		-	2 500	-	2 500
<b>CHARGES</b>					
Frais d'administration	16	5 542	7 002	11 705	13 862
Charges financières		52	56	104	112
		5 594	7 058	11 809	13 974
<b>Résultat net avant gain (perte) de change</b>		<b>303</b>	<b>( 369)</b>	<b>(4 210)</b>	<b>( 745)</b>
Gain (perte) de change		( 13)	65	( 109)	( 17)
<b>RÉSULTAT NET</b>		<b>290 \$</b>	<b>( 304) \$</b>	<b>(4 319) \$</b>	<b>( 762) \$</b>
<b>AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL</b>					
<b>ÉLÉMENTS QUI NE SERONT PAS RECLASSÉS DANS LE RÉSULTAT NET</b>					
Gain (perte) actuariel (le) sur l'obligation des avantages du personnel		-	-	-	-
<b>RÉSULTAT GLOBAL TOTAL</b>		<b>290 \$</b>	<b>( 304) \$</b>	<b>(4 319) \$</b>	<b>( 762) \$</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

### État des variations des capitaux propres (non audité)

Pour les trois et six mois terminés le 30 septembre 2020		Capital d'apport	Bénéfices non répartis	Total
<b>SOLDE AU 30 JUIN 2020</b>		10 000 \$	9 305 \$	19 305 \$
Résultat net			290	290
<b>SOLDE AU 30 SEPTEMBRE 2020</b>		10 000 \$	9 595 \$	19 595 \$
<b>SOLDE AU 31 MARS 2020</b>		10 000 \$	13 914 \$	23 914 \$
Résultat net			(4 319)	(4 319)
<b>SOLDE AU 30 SEPTEMBRE 2020</b>		10 000 \$	9 595 \$	19 595 \$

Pour les trois et six mois terminés le 30 septembre 2019		Note	Capital d'apport	Bénéfices non répartis	Total
SOLDE AU 30 JUIN 2019 (Ajustés pour l'IFRS 16)			10 000 \$	10 891 \$	20 891 \$
Résultat net	4			( 304)	( 304)
<b>SOLDE AU 30 SEPTEMBRE 2019 (Ajustés pour l'IFRS 16)</b>	4		10 000 \$	10 587 \$	20 587 \$
SOLDE AU 31 MARS 2019			10 000 \$	11 349 \$	21 349 \$
Résultat net	4			( 762)	( 762)
<b>SOLDE AU 30 SEPTEMBRE 2019 (Ajustés pour l'IFRS 16)</b>	4		10 000 \$	10 587 \$	20 587 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des flux de trésorerie (non audité)

	Notes	Pour les trois mois terminés le 30 septembre		Pour les six mois terminés le 30 septembre	
		2020	2019 (Ajustés pour l'IFRS 16 - Note 4)	2020	2019 (Ajustés pour l'IFRS 16 - Note 4)
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>					
Résultat net		290 \$	(304) \$	(4 319) \$	(762) \$
Ajustements pour déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation:					
Amortissement d'immobilisations corporelles		111	101	219	203
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation		79	79	157	157
Charges pour avantages du personnel		46	51	92	102
Avantages du personnel payés		-	-	-	(95)
(Gain) perte de change		626	(57)	1 836	65
Variation du fonds de roulement provenant des:					
Créances	6, 12	(5 046)	5 623	5 047	2 027
Autres actifs	7	340	(479)	(355)	(597)
Créditeurs et charges à payer	8, 12	(14 707)	11 426	(18 991)	(6 846)
Retenues de garantie	18	-	122	(5 003)	4 674
Avances		(9 263)	7 322	(3 663)	14 410
Produits différés	9	(175)	(74)	(230)	(376)
Rentrées (sorties) de fonds liées aux activités d'exploitation		(27 699)	23 810	(25 210)	12 962
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>					
Acquisition d'immobilisations corporelles		(56)	(19)	(111)	(19)
Sorties de fonds liées aux activités d'investissement		(56)	(19)	(111)	(19)
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>					
Remboursement sur le principal des obligations locatives	10	(104)	(100)	(207)	(200)
Sorties de fonds liées aux activités de financement		(104)	(100)	(207)	(200)
Effet des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		(626)	57	(1 836)	(65)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(28 485)	23 748	(27 364)	12 678
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		66 939	47 411	65 818	58 481
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice</b>		<b>38 454 \$</b>	<b>71 159 \$</b>	<b>38 454 \$</b>	<b>71 159 \$</b>
<b>Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>					
Intérêts encaissés		37 \$	236 \$	75 \$	530 \$
Intérêts payés	10	52 \$	56 \$	104 \$	112 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

# NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS PROVISOIRES CONDENSÉS (NON AUDITÉS)

## 1. NATURE, ORGANIZATION ET FINANCEMENT

La Corporation commerciale canadienne (« la Corporation ») a été établie en 1946 en vertu de la *Loi sur la Corporation commerciale canadienne* (« Loi sur la CCC »). Étant une société d'État mandataire et appartenant entièrement au gouvernement du Canada, la Corporation est visée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (« LGFP »). Elle est établie au Canada et son siège social se trouve au 350, rue Albert à Ottawa, en Ontario. La Corporation exerce ses activités principalement au Canada et dispose d'une représentation en Asie et en Amérique du Sud.

La Corporation agit comme maître d'œuvre pour les exportateurs canadiens lorsque des gouvernements étrangers, des organisations internationales ou des acheteurs étrangers du secteur privé veulent acheter des produits et services du Canada par l'entremise du gouvernement du Canada. La Corporation conclut des contrats de maître d'œuvre avec ces acheteurs étrangers ainsi que des contrats domestiques correspondants avec des exportateurs canadiens. De plus, la Corporation conclut certains accords de services d'approvisionnement visant à fournir des biens et des services destinés aux utilisateurs à l'échelle internationale au nom du gouvernement du Canada et de gouvernements étrangers.

Les activités de la Corporation sont financées principalement au moyen des produits générés par les frais de service facturés et complétés par des transferts du gouvernement du Canada, au besoin.

En septembre 2008, la Corporation, de même qu'un certain nombre d'autres sociétés d'État, a fait l'objet d'une instruction (C.P. 2008-1598) en application de l'article 89 de la *LGFP*, intitulée *Décret d'instruction pour les sociétés d'État mères impliquées dans des prêts commerciaux à prendre en considération l'intégrité personnelle de ceux à qui ils prêtent ou offrent des avantages en accord avec la politique du gouvernement pour améliorer la responsabilité et l'intégrité des institutions fédérales*. La Corporation a mis en œuvre l'instruction, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2010 et est demeurée en règle avec cette directive depuis.

En juillet 2015, la Corporation a fait l'objet d'une instruction (C.P. 2015-1110) en application de l'article 89 de la *LGFP*, afin d'harmoniser ses pratiques, directives et politiques en matière de dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements avec les politiques, directives et instruments connexes du Conseil du Trésor. Le tout devant se faire de manière cohérente avec les obligations juridiques de la Corporation et la mise en application devant être présentée dans son prochain Plan d'entreprise. La Corporation a mis en œuvre la directive en août 2016 et est demeurée en règle avec cette directive depuis.

La Corporation n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

## 2. NORMES DE PRÉSENTATION

### (a) Conformité aux Normes internationales d'information financière (IFRS)

Les présents états financiers provisoires condensés ont été préparés conformément à la norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada basé sur les conventions comptables des normes internationales d'information financière (IFRS), adoptées dans les états financiers annuels audités de la Corporation en date de et pour l'exercice terminé le 31 mars 2020. Ces états financiers provisoires condensés ne comprennent pas toute l'information requise pour les états financiers complets de l'exercice et doivent être lus en parallèle avec le rapport annuel et les états financiers audités de la Corporation pour l'exercice terminé le 31 mars 2020.

### (b) Base d'évaluation

Les états financiers sont fondés sur la base du coût historique, à l'exception des postes qui suivent, tel que permis par les IFRS et dans la mesure où ils sont importants:

- Les instruments financiers dérivés évalués à leur juste valeur par le biais du résultat net.
- Les passifs liés aux avantages du personnel accumulés relatifs aux régimes d'avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme, comptabilisés à la valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies.

### (c) Établissement d'estimations et exercice du jugement

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige que la direction exerce son jugement, établisse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les conventions comptables, sur les montants des actifs et des passifs déclarés, sur l'information à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits et charges déclarés au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer de façon notable de ces estimations pouvant avoir un impact significatif sur les montants s'y reliant dans les états financiers.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes font l'objet d'un examen approfondi de façon régulière, en date des états financiers. Tout changement aux estimations est comptabilisé dans les états financiers pour la période où il est constaté et pour les périodes futures si celles-ci sont également visées.

Pour la Corporation, les sources principales d'incertitudes relatives aux estimations au cours de période de référence qui peuvent présenter un risque important d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et des passifs concernent la mesure des pertes de crédit attendues pour ses créances et ses produits non facturés, la détermination de la durée d'utilité des immobilisations corporelles, la détermination de l'obligation au titre des avantages du personnel, la détermination des obligations de prestation non remplies (ou remplies partiellement) et la détermination si un passif éventuel doit être divulgué ou si une provision pour les frais de remédiation des contrats ou d'autres passifs liés aux contrats doivent être comptabilisés.



Les jugements critiques portés par la direction lors de l'application des conventions comptables de la Corporation et qui ont eu l'incidence la plus importante sur les montants comptabilisés dans les états financiers concernent la détermination du montant et du calendrier de comptabilisation des produits et des charges connexes, la comptabilisation des transactions de recouvrement des coûts, l'évaluation s'il y a eu des changements importants dans les risques de crédit qui peuvent avoir une incidence importante sur les pertes de crédit attendues sur les créances et produits non facturés, la détermination des actifs au titre de droits d'utilisation et les obligations locatives et la détermination si un élément est comptabilisé dans les états financiers comme une provision ou s'il est divulgué comme passif éventuel.

### **Impact de la COVID-19**

Outre les estimations importantes et les jugements critiques mentionnés précédemment, la direction a évalué l'impact de la pandémie de coronavirus 2019 (COVID-19) sur la Corporation lors de la préparation des états financiers en se fondant sur les informations disponibles sans engager des coûts ou d'efforts déraisonnables et n'a comptabilisé aucune provision pour pertes de crédit attendues sur les créances ni d'autres provisions et n'a identifié aucun passif éventuel à divulguer issus de la COVID-19 au 30 septembre 2020. Toutefois, il pourrait y avoir des changements futurs d'estimations susceptibles d'influer sur le calendrier de comptabilisation des produits futurs, la comptabilisation ainsi que la divulgation des provisions, des passifs éventuels et de la provision pour pertes de crédit attendues sur les créances si la pandémie continuait de prendre de l'ampleur et si elle se prolongeait. De plus amples renseignements sur l'incidence de la COVID-19 sur la Corporation figurent dans la note 12 (d).

### **(d) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation**

La monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation de la Corporation sont le dollar canadien.

## **3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES**

Les conventions comptables appliquées dans la préparation des présents états financiers provisoires condensés sont conformes à celles décrites dans les états financiers annuels vérifiés de la Corporation pour l'exercice terminé le 31 mars 2020.

## **4. MODIFICATIONS COMPTABLES**

Tel que permis par la norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État, la direction a décidé d'adopter la norme comptable *IFRS 16 – Contrats de location (IFRS 16)* dans les états financiers annuels vérifiés de la Corporation pour l'exercice terminé le 31 mars 2020. Par conséquent, l'information financière comparative ajustée au 30 septembre 2019 et pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2019 est présentée ci-dessous.

Une description complète des impacts découlant de l'adoption de l'*IFRS 16* est présentée à la note 4 (a) des états financiers annuels vérifiés de la Corporation pour l'exercice terminé le 31 mars 2020.

Les tableaux suivants résument l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16 sur les états financiers de la Corporation au 30 septembre 2019 et pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2019:

**État de la situation financière (non audité)**

Au	30 septembre 2019	Ajustements au titre de l'IFRS 16	30 septembre 2019
	(Montants présentés précédemment)		(Ajustés pour l'IFRS 16)
<b>ACTIFS</b>			
<b>Actifs non courants</b>			
Actifs au titre de droits d'utilisation	-	3 727	3 727
<b>Total actifs non courants</b>	<b>2 461</b>	<b>3 727</b>	<b>6 188</b>
<b>Total des actifs</b>	<b>100 196</b>	<b>3 727</b>	<b>103 923</b>
<b>PASSIFS</b>			
<b>Passifs courants</b>			
Obligations locatives	-	411	411
Avantages incitatifs à la location différé	265	( 265)	-
<b>Total passifs courants</b>	<b>76 433</b>	<b>146</b>	<b>76 579</b>
<b>Passifs non courants</b>			
Obligations locatives	-	6 629	6 629
Avantages incitatifs à la location différé	2 959	(2 959)	-
<b>Total passifs non courants</b>	<b>3 087</b>	<b>3 670</b>	<b>6 757</b>
<b>Total des passifs</b>	<b>79 520</b>	<b>3 816</b>	<b>83 336</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
Bénéfices non répartis	10 676	( 89)	10 587
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>20 676</b>	<b>( 89)</b>	<b>20 587</b>
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>	<b>100 196</b>	<b>3 727</b>	<b>103 923</b>

État du résultat global (non audité)

Pour les trois mois terminés le 30 septembre	2019	Ajustements au titre de l'IFRS 16	2019
	(Montants présentés précédemment)		(Ajustés pour l'IFRS 16)
<b>CHARGES</b>			
Frais d'administration	7 013 \$	( 11) \$	7 002 \$
Charges financières	- \$	56 \$	56 \$
<b>Total des charges</b>	7 013 \$	45 \$	7 058 \$
<b>Résultat net avant gain de change</b>	( 324) \$	( 45) \$	( 369) \$
<b>RÉSULTAT NET</b>	( 259) \$	( 45) \$	( 304) \$
<b>RÉSULTAT GLOBAL TOTAL</b>	( 259) \$	( 45) \$	( 304) \$

Pour les six mois terminés le 30 septembre	2019	Ajustements au titre de l'IFRS 16	2019
	(Montants présentés précédemment)		(Ajustés pour l'IFRS 16)
<b>CHARGES</b>			
Frais d'administration	13 885 \$	( 23) \$	13 862 \$
Charges financières	- \$	112 \$	112 \$
<b>Total des charges</b>	13 885 \$	89 \$	13 974 \$
<b>Résultat net avant perte de change</b>	( 656) \$	( 89) \$	( 745) \$
<b>RÉSULTAT NET</b>	( 673) \$	( 89) \$	( 762) \$
<b>RÉSULTAT GLOBAL TOTAL</b>	( 673) \$	( 89) \$	( 762) \$

### État des flux de trésorerie (non audité)

Pour les trois mois terminés le 30 septembre	2019	Ajustements au titre de l'IFRS 16	2019
	(Montants présentés précédemment)		(Ajustés pour l'IFRS 16)
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>			
Résultat net	(259) \$	(45) \$	(304) \$
Ajustements pour déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation:			
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	- \$	79 \$	79 \$
Avantages incitatifs à la location différés	(66) \$	66 \$	- \$
Rentrées de fonds liées aux activités d'exploitation	23 710 \$	100 \$	23 810 \$
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>			
Remboursement sur le principal des obligations locatives	- \$	(100) \$	(100) \$
Sorties de fonds liées aux activités de financement	- \$	(100) \$	(100) \$

Pour les six mois terminés le 30 septembre	2019	Ajustements au titre de l'IFRS 16	2019
	(Montants présentés précédemment)		(Ajustés pour l'IFRS 16)
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>			
Résultat net	(673) \$	(89) \$	(762) \$
Ajustements pour déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation:			
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	- \$	157 \$	157 \$
Avantages incitatifs à la location différés	(132) \$	132 \$	- \$
Rentrées de fonds liées aux activités d'exploitation	12 762 \$	200 \$	12 962 \$
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>			
Remboursement sur le principal des obligations locatives	- \$	(200) \$	(200) \$
Sorties de fonds liées aux activités de financement	- \$	(200) \$	(200) \$

## 5. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Les soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie comprennent les avances reçues de la part des acheteurs étrangers et d'autres parties et qui n'ont pas encore été versées aux exportateurs canadiens, ainsi que les montants retenus des exportateurs canadiens devant être versés à des dates ultérieures conformément aux modalités des contrats. De plus, se référer à la note 12 pour consulter la description de la marge de crédit renouvelable de la Corporation, qui est incluse dans le solde de trésorerie.

Les composantes de la trésorerie et des équivalents de trésorerie étaient:

	<b>30 septembre 2020</b>	31 mars 2020
Trésorerie	<b>14 094 \$</b>	32 694 \$
Placements à court terme	<b>13 846</b>	22 652
Dépôts à préavis	<b>10 514</b>	10 472
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>38 454 \$</b>	<b>65 818 \$</b>

Les soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie sont libellés dans les monnaies suivantes:

	<b>30 septembre 2020</b>		31 mars 2020	
	<b>Monnaie originale</b>	<b>Dollars canadiens</b>	Monnaie originale	Dollars canadiens
Dollars canadiens	<b>24 777</b>	<b>24 777 \$</b>	33 435	33 435 \$
Dollars américains	<b>9 757</b>	<b>12 993</b>	22 172	31 067
Renminbis chinois	<b>3 486</b>	<b>684</b>	4 052	811
Euros	-	-	327	505
		<b>38 454 \$</b>		<b>65 818 \$</b>

## 6. CRÉANCES

Les créances comprennent les montants dus à la Corporation pour les frais de service facturés et non encore recouverts, les montants dus par les acheteurs étrangers relativement à des montants déjà versés aux exportateurs canadiens et d'autres montants provenant principalement d'organismes gouvernementaux canadiens. Ces montants sont basés sur des conditions normales en commerce international et ne portent habituellement pas intérêt.

Les créances de la Corporation sont constituées de:

	<b>30 septembre 2020</b>	31 mars 2020
Créances	<b>21 246 \$</b>	25 507 \$
Produits à recevoir	<b>40</b>	826
	<b>21 286 \$</b>	<b>26 333 \$</b>

Les créances sont présentées à l'état de la situation financière comme suit:

	<b>30 septembre 2020</b>	31 mars 2020
Courant	<b>20 589 \$</b>	18 912 \$
Non courant	<b>697</b>	7 421
	<b>21 286 \$</b>	26 333 \$

Les créances de la Corporation sont libellées dans les monnaies suivantes:

	<b>30 septembre 2020</b>		31 mars 2020	
	<b>Monnaie originale</b>	<b>Dollars canadiens</b>	Monnaie originale	Dollars canadiens
Dollars américains	<b>15 884</b>	<b>21 152 \$</b>	18 065	25 313 \$
Dollars canadiens	<b>134</b>	<b>134</b>	1 020	1 020
		<b>21 286 \$</b>		26 333 \$

## 7. AUTRES ACTIFS

Les autres actifs de la Corporation comprennent:

	<b>30 septembre 2020</b>	31 mars 2020
Charges payées d'avance	<b>901 \$</b>	677 \$
Produits non facturés	<b>235</b>	104
	<b>1 136 \$</b>	781 \$

## 8. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

Les créanciers et charges à payer comprennent les montants dus liés aux frais d'administration et aux charges d'exploitation de la Corporation, les montants payables aux exportateurs canadiens provenant des sommes perçues des acheteurs étrangers ainsi que d'autres montants divers dus. Ces montants sont exigibles selon les conditions normales de commerce.

Les créanciers et charges à payer de la Corporation sont constitués de:

	<b>30 septembre 2020</b>	31 mars 2020
Créditeurs	<b>19 066 \$</b>	37 415 \$
Charges à payer	<b>2 511</b>	3 153
	<b>21 577 \$</b>	40 568 \$

Les créiteurs et charges à payer de la Corporation sont libellés dans les monnaies suivantes:

	30 septembre 2020		31 mars 2020	
	Monnaie originale	Dollars canadiens	Monnaie originale	Dollars canadiens
Dollars américains	13 579	18 083 \$	25 526	35 766 \$
Dollars canadiens	3 471	3 470	4 249	4 249
Renminbis chinois	121	24	329	66
Euros	-	-	315	487
		21 577 \$		40 568 \$

Les risques de crédit, de marché et de liquidité liés aux créances et aux créiteurs et charges à payer sont divulgués à la note 12.

## 9. PRODUITS DIFFÉRÉS

Les variations des produits différés de la Corporation s'établissent comme suit:

	30 septembre 2020	31 mars 2020
Solde au début de l'exercice	547 \$	1 081 \$
Plus: Produits différés supplémentaires, nets de remboursements	-	374
Moins: Montants des frais de service comptabilisés	(167)	(924)
Impact du montant net des produits non facturés et différés provenant d'un même contrat	(63)	16
Solde à la fin de la période	317 \$	547 \$

## 10. OBLIGATIONS LOCATIVES

Les activités de location de la Corporation sont reliées à ses bureaux et équipement de bureaux. En novembre 2014, la Corporation a conclu un bail de 15 ans pour les bureaux de son emplacement actuel. Les paiements liés à ce bail ont débuté le 1<sup>er</sup> décembre 2016 et le bail expirera à la fin de novembre 2031. Celui-ci est assorti d'une option de prolongation pour une période additionnelle de cinq ans.

Le tableau suivant présente le rapprochement des obligations locatives de la Corporation:

	30 septembre 2020	31 mars 2020
Solde au début de l'exercice	6 836 \$	7 240 \$
Charge d'intérêts	104	218
Paiements de loyers	( 311)	( 622)
Solde à la fin de la période	6 629 \$	6 836 \$

Les obligations locatives sont présentées à l'état de la situation financière comme suit:

	<b>30 septembre 2020</b>	31 mars 2020
Courant	<b>422 \$</b>	417 \$
Non courant	<b>6 207</b>	6 419
	<b>6 629 \$</b>	6 836 \$

Les charges d'intérêts liées aux obligations locatives sont incluses dans les charges financières. Pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2020, les frais d'administration de la Corporation comprennent, respectivement, 208 \$ et 416 \$ (217 \$ et 401 \$ pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2019) liés aux paiements de loyers variables non pris en compte dans l'évaluation des obligations locatives. Pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2020 et le 30 septembre 2019, il n'y a eu aucune charge importante liée aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur et aux contrats de location à court terme pour lesquels l'exemption relative à la comptabilisation a été appliquée.

## 11. GESTION DU CAPITAL

L'objectif de la Corporation à l'égard du capital est de préserver et de renforcer son capital au moyen d'une gestion prudente des risques. Cet objectif et la mise en œuvre de stratégies pour optimiser les excédents opérationnels, garantit la disponibilité de capital pour faciliter les investissements dans les ressources humaines et les processus et pour atténuer toutes pertes possibles liées au risque opérationnel, au risque de rendement et au risque de crédit.

La Corporation définit son capital comme étant son capital d'apport et ses bénéfices non répartis. Le capital fourni par le gouvernement du Canada constitue son capital d'apport. Le modèle d'imputation sur les fonds propres utilisé par la Corporation détermine le capital requis en fonction de trois types de risques : risque opérationnel, risque de rendement et risque de crédit.

La Corporation n'est pas sujette à des exigences externes en matière de capital.

Les stratégies clés utilisées par la Corporation pour gérer son capital incluent : le contrôle des dépenses de remédiation de contrats; le maintien d'un équilibre entre une croissance avisée et les charges d'exploitation; la réduction au minimum de l'exposition au risque de change et l'optimisation des produits d'intérêts. La Corporation peut être tenue de retourner au Gouvernement du Canada toute partie du capital considérée excédentaire au montant nécessaire pour les fins pour lesquelles la Corporation a été constituée.



L'apport en capital de la Corporation se répartit comme suit:

	30 septembre 2020	31 mars 2020
Capital d'apport	10 000 \$	10 000 \$
Bénéfices non répartis	9 595	13 914
	<b>19 595 \$</b>	<b>23 914 \$</b>

## 12. GESTION DU RISQUE ET INSTRUMENTS FINANCIERS

Tel que décrit dans le rapport annuel et les états financiers audités de la Corporation pour l'exercice terminé le 31 mars 2020, les instruments financiers que détient la Corporation l'exposent au risque de crédit, au risque de marché et au risque de liquidité. La section qui suit décrit les risques les plus importants associés aux instruments financiers de la Corporation et la façon dont celle-ci gère son exposition aux risques.

### (a) Risque de crédit

Il s'agit du risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Ce risque est principalement associé à la trésorerie et équivalents de trésorerie, aux produits non facturés et aux créances qui comprennent les frais de service dus à la Corporation. La valeur comptable des actifs financiers figurant dans les états financiers représente l'exposition maximale au risque de crédit.

#### *Trésorerie et équivalents de trésorerie*

La Corporation investit ses fonds excédentaires pour toucher des produits financiers en vue de maintenir le principal et de fournir suffisamment de liquidités pour répondre à ses besoins de trésorerie. La Corporation réduit au minimum son exposition au risque de crédit découlant du placement de la trésorerie et équivalents de trésorerie en respectant sa politique en matière de placement, laquelle spécifie des mécanismes de placement approuvés par le Conseil d'administration et des limites de portefeuille. La Corporation investit des fonds de trésorerie et équivalents de trésorerie dans des dépôts à vue et des placements temporaires très liquides qu'elle effectue auprès d'une banque à charte canadienne. Les placements doivent maintenir les cotes de crédit aux seuils ou au-dessus des seuils définis par au moins deux des agences énumérées ci-dessous :

- Cote de Moody's : P1
- Cote de Standard and Poor's ("S&P") : A1
- Cote de Dominion Bond Rating Service ("DBRS") : R1 (faible)

### Créances

La Corporation a un risque de crédit lié aux créances qui comprend les produits tirés des frais de service ainsi que d'autres montants dus à la Corporation. Les autres montants comprennent les situations où la Corporation, à la demande des exportateurs canadiens, peut accepter de payer les factures liées à l'APPD ou non liées à l'APPD avant de recevoir les fonds du département de la Défense des États-Unis ou d'autres acheteurs étrangers.

Étant donné que l'acheteur étranger assujéti à l'APPD bénéficie d'une cote de crédit AAA par des agences d'évaluation du crédit reconnues, l'exposition au risque de crédit est ramenée à un niveau acceptable. En ce qui concerne les acheteurs étrangers qui ne sont pas assujettis à l'APPD, la Corporation évalue le risque de crédit pour s'assurer qu'il est également ramené à un niveau acceptable.

Au 30 septembre 2020, 8 % (17 % au 31 mars 2020) des créances de la Corporation provenaient de contreparties ayant une cote de crédit AAA.

La Corporation évalue une provision pour perte sur ses créances à un montant correspondant aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie de l'actif financier. Les pertes de crédit attendues pour la durée de vie sont estimées en fonction de l'expérience historique de la Corporation en matière de pertes de crédit, ajustées en fonction des facteurs propres à l'acheteur étranger y compris la cote de crédit, les conditions économiques générales et une évaluation, à la fois, de la conjoncture actuelle et des prévisions à la date de clôture.

Au 30 septembre 2020, la Corporation n'a comptabilisé aucune provision pour pertes sur ses créances en fonction des pertes de crédit attendues pour la durée de vie.

Il n'y eu aucun changement dans les techniques d'estimation ni dans les hypothèses importantes utilisées au cours de la période considérée.

L'exposition maximale au risque de crédit pour les créances par région géographique se répartit comme suit:

	<b>30 septembre</b>		31 mars
	<b>2020</b>		2020
Asie *	<b>18 178</b>	\$	20 521
États-Unis	<b>990</b>		2 912
Canada	<b>802</b>		1 592
Amérique centrale et Caraïbes	<b>752</b>		777
Afrique	<b>465</b>		-
Amérique du Sud	<b>99</b>		531
	<b>21 286</b>	<b>\$</b>	<b>26 333</b>
			<b>\$</b>

(\*) Inclut le Moyen-Orient

Les créances sont considérées comme étant en souffrance quand le payeur n'a pas versé la somme due avant la date d'échéance prévue par le contrat. Le classement chronologique des créances en souffrance de la Corporation était le suivant:

	<b>30 septembre</b>	31 mars
	<b>2020</b>	2020
< 30 jours	479 \$	644 \$
> 30 jours et < 180 jours	1 478	2 655
> 180 jours	762	1 068
	<b>2 719 \$</b>	<b>4 367 \$</b>

Toutes les créances en souffrance sont considérées comme entièrement recouvrables; la Corporation n'a comptabilisé aucune provision pour pertes sur ses créances au 30 septembre 2020.

Les créances du contrat du Programme des brigades blindées (« PBB ») visées par des paiements dont le recouvrement est prévu au-delà de 12 mois après la fin de la période de référence sont présentées comme étant à long terme. Ces créances sont classées au niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs et la Corporation a déterminé que leur juste valeur se rapproche de leur valeur comptable en utilisant une approche par le résultat.

### **(b) Risque de marché**

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché. Il comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et d'autres risques de prix. La Corporation n'est pas exposée à un risque de change, à un risque de taux d'intérêt ou à d'autres risques de prix significatifs. La Corporation n'a aucun instrument financier dérivé important ou dérivé incorporé devant être comptabilisé comme un actif ou un passif dans l'état de la situation financière.

### **(c) Risque de liquidité**

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers qui sont à régler par la remise de trésorerie ou d'un autre actif financier.

La Corporation réduit au minimum le risque de liquidité en respectant sa politique en matière de placement, laquelle prévoit des mécanismes de placement des fonds de trésorerie et équivalents de trésorerie dans des dépôts à vue et des placements temporaires très liquides qu'elle effectue auprès d'une institution financière canadienne afin de répondre à ses obligations financières en temps opportun.

Une demande d'indemnisation potentielle suite à un manquement sur ses contrats résiduels pourrait créer un risque de liquidité pour la Corporation. Afin d'atténuer ce risque, la Corporation

dispose d'un recours contractuel, découlant, à tous les égards importants, des obligations prévues dans les contrats réciproques avec les exportateurs canadiens à même valeur que les contrats de maître d'œuvre. En outre, la Corporation reçoit une indemnité de la part de l'exportateur pour tout coût supplémentaire engagé en concluant des contrats réciproques. Pour atténuer davantage son exposition au risque de liquidité global suite à des manquements contractuels, la Corporation peut aussi exiger que les exportateurs canadiens fournissent des garanties commerciales, y compris des retenues de garantie, des garanties bancaires, des cautions, des cautions de la société mère, des cessions d'indemnités d'assurance, des privilèges sur biens, des garanties personnelles et des espèces des actionnaires placées en fiducie auprès de la Corporation.

Dans le cours normal de ses activités, la direction évalue la probabilité de tout passif éventuel. Les passifs éventuels liés aux problèmes potentiels de rendement sont divulgués à la note 18 (b).

Aux termes des modalités des contrats, autres que ceux liés à l'APPD, les paiements aux exportateurs canadiens ne sont généralement pas faits avant la réception du paiement provenant des acheteurs étrangers et de ce fait n'expose pas la Corporation à un risque de liquidité.

La Loi sur la CCC permet à la Corporation d'emprunter auprès du Trésor ou de conclure d'autres ententes de crédit ou des indemnités avec d'autres sources pour un montant ne dépassant pas 90,0 millions de dollars.

La Corporation a une marge de crédit renouvelable lui donnant accès à des fonds de l'ordre de 40,0 millions de dollars canadiens (40,0 millions de dollars en 2019) ou l'équivalent en dollars américain.

Selon les modalités contractuelles pour le secteur d'activité visé par l'APPD, la Corporation s'engage à verser des paiements aux exportateurs canadiens dans les trente jours, pour la plupart des contrats. En ce qui concerne les contrats d'affaires internationales, la Corporation s'engage à effectuer les paiements dans les deux à cinq jours ouvrables suivant la réception des paiements de la part de l'acheteur étranger. Il arrive parfois que le recouvrement des montants auprès de l'acheteur étranger dans le cadre des contrats découlant de l'APPD prenne plus de trente jours. Par conséquent, la Corporation peut à l'occasion utiliser la marge de crédit dans le cours normal de ses activités. L'endettement dans le cadre de cette entente est non sécurisé, et ce mécanisme de crédit ne comporte aucune date d'expiration. Au 30 septembre 2020, le montant prélevé sur cette marge de crédit était nul (nul au 31 mars 2020).

**Créditeurs et charges à payer**

Les créiteurs et charges à payer sont exigibles selon les conditions normales de commerce. Le profil d'échéance des créiteurs et charges à payer de la Corporation était le suivant:

	30 septembre 2020	31 mars 2020
< 1 an	21 577 \$	40 568 \$
	<b>21 577 \$</b>	<b>40 568 \$</b>

**(d) Risque associé à l'émergence de la COVID-19**

L'émergence de la COVID-19 a eu une incidence sur les risques suivants pour la Corporation :

**Risque associé à l'environnement commercial :**

Les acheteurs étrangers potentiels pourraient modifier leurs plans d'approvisionnement pour se concentrer sur leur réponse nationale à la COVID-19, ce qui pourrait entraîner une baisse de la demande pour les services fournis par la Corporation et ainsi, avoir une incidence sur son potentiel de génération de revenus. La Corporation surveille de près les changements dans l'environnement commercial découlant de la COVID-19 afin de gérer ce risque et adapte ses processus au besoin.

**Risque associé au rendement des fournisseurs :**

La COVID-19 peut avoir une incidence sur la capacité des exportateurs à remplir leurs obligations contractuelles, soit en raison des problèmes de chaîne d'approvisionnement, soit en raison de la fermeture de leurs propres usines ou installations. En effet, certaines entreprises pourraient échouer pendant la pandémie. Pour gérer ce risque, la Corporation surveille la situation financière de son portefeuille d'exportateurs et évalue si une provision pour les frais de remédiation des contrats doit être comptabilisée ou si un passif éventuel doit être divulgué. Au 30 septembre 2020, la Corporation n'a comptabilisé aucune provision ni déterminé de passif éventuel à divulguer en raison de la COVID-19.

**13. PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS  
CONCLUS AVEC DES CLIENTS**

**(a) Ventilation des produits de frais de service**

Les produits de frais de service gagnés par la Corporation pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre proviennent des secteurs d'activité suivants:

	Pour les trois mois terminés le 30 septembre		Pour les six mois terminés le 30	
	2020	2019	2020	2019
Affaires internationales	4 983 \$	3 082 \$	6 006 \$	8 451 \$
Programmes de lotterie	179	217	302	391
	<b>5 162 \$</b>	<b>3 299 \$</b>	<b>6 308 \$</b>	<b>8 842 \$</b>
Initiatives du gouvernement du Canada	605	539	1 045	1 078
	<b>5 767 \$</b>	<b>3 838 \$</b>	<b>7 353 \$</b>	<b>9 920 \$</b>

### (b) Obligations de prestation non remplies (ou remplies partiellement)

Les obligations de prestation non remplies, ou remplies partiellement, sont principalement attribuables aux services qui n'ont pas encore été fournis par la Corporation pour la durée résiduelle du contrat. Le tableau suivant présente les prix de transaction estimatifs attribués aux obligations de prestation de la Corporation non remplies (ou remplies partiellement) devant être remplies dans le futur ainsi que le calendrier prévu de la comptabilisation des produits au 30 septembre 2020. Les montants réels peuvent différer de ces estimations en raison de divers facteurs, notamment la nature imprévisible du comportement des clients, la réglementation du secteur et le contexte économique et politique dans lequel la Corporation exerce ses activités.

	<b>30 septembre 2020</b>
< 1 an	<b>18 479 \$</b>
> 1 an	<b>26 511</b>
	<b>44 990 \$</b>

Les montants ci-dessus n'incluent pas les contreparties variables issues des programmes de loterie car celles-ci ne peuvent être estimées de façon fiable.

## 14. AUTRES PRODUITS

La Corporation gagne d'autres produits de diverses sources qui ne proviennent généralement pas d'activités commerciales internationales. Le tableau ci-dessous illustre les sources des autres produits pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre:

	Pour les trois mois terminés le 30 septembre		Pour les six mois terminés le 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Revenus d'escompte	76 \$	77 \$	137 \$	162 \$
Produits divers	17	38	34	117
	<b>93 \$</b>	115 \$	<b>171 \$</b>	279 \$

## 15. TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT DU CANADA

Il n'y a eu aucun transfert du gouvernement du Canada au cours des périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2020. Au cours des périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2019, la Corporation a comptabilisé des produits de 2,5 millions de dollars reçus du gouvernement du Canada pour des dépenses opérationnelles. Le montant reçu n'était pas affecté et n'était pas remboursable.

## 16. FRAIS D'ADMINISTRATION

Les frais d'administration pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre comprennent:

	Pour les trois mois terminés le 30 septembre		Pour les six mois terminés le 30 septembre	
	2020	2019 (Ajustés pour l'IFRS 16 - Note 4)	2020	2019 (Ajustés pour l'IFRS 16 - Note 4)
Rémunération du personnel et charges connexes	3 805 \$	4 670 \$	8 395 \$	9 411 \$
Services de gestion des contrats	639	662	1 279	1 323
Loyer et frais connexes	206	368	543	632
Consultants	332	354	431	676
Logiciels, matériel informatique et soutien	169	183	387	522
Amortissement	190	180	376	360
Communications	123	136	146	178
Frais de déplacement et accueil	6	372	21	631
Autres charges	72	77	127	129
	<b>5 542 \$</b>	<b>7 002 \$</b>	<b>11 705 \$</b>	<b>13 862 \$</b>

## 17. OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Corporation est liée, pour ce qui est de la propriété commune, à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Elle participe à des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités selon les mêmes modalités qui s'appliquent aux parties non liées et par conséquent, ces opérations se rapprochent de leur juste valeur.

## 18. ÉVENTUALITÉS

### (a) Garanties

La valeur résiduelle des obligations de performance des exportateurs canadiens pour lesquelles la Corporation, au nom du gouvernement du Canada, a garanti le rendement aux acheteurs étrangers en date du 30 septembre 2020 s'élevait à 10 741 301 \$ (12 399 996 \$ en date du 31 mars 2020).

Afin de gérer son risque de rendement sur ses livrables en cours, la Corporation peut exercer un recours sur une base contractuelle contre des exportateurs canadiens découlant, à tous les égards importants, des livrables prévus de même valeur dans les contrats. Les garanties promises par les exportateurs canadiens servent à atténuer le risque de contrepartie sur les livrables garantis par la Corporation dans l'éventualité de réclamations contre la Corporation suite à un manquement au cas où des exportateurs canadiens ne parviennent pas à remplir les modalités de leurs contrats. En outre, pour atténuer davantage son exposition globale à des demandes d'indemnisation potentielles suite à un manquement, la Corporation peut aussi, selon les résultats de sa vérification préalable, exiger que l'exportateur canadien fournisse des garanties commerciales, y compris des retenues de garantie, des garanties bancaires, des cautions, des cautions de la société mère, des cessions d'indemnités d'assurance, des privilèges sur biens, des

garanties personnelles et des espèces des actionnaires placées en fiducie auprès de la Corporation.

Les garanties commerciales mises en gage à la Corporation par les exportateurs canadiens dans le cas improbable d'un manquement contractuel, étaient les suivantes :

	<b>30 septembre 2020</b>	31 mars 2020
Retenues de garantie	- \$	5 003 \$
Garanties bancaires	<b>9 718 \$</b>	8 852 \$
Cautions	<b>10 987 \$</b>	11 560 \$
Cautions de sociétés mères	<b>9 932 228 \$</b>	11 646 028 \$

Les montants susmentionnés se rapprochent de la juste valeur des garanties retenues.

### **(b) Autres passifs éventuels**

Dans le cours normal de ses activités, la direction évalue la probabilité de tout passif éventuel. Au cours de la période de six mois terminée le 30 septembre 2020, la direction a identifié des problèmes potentiels de rendement avec quelques projets d'exportation. L'incidence financière sur la Corporation, y compris les éventuelles dépenses de remédiation des contrats, ne peut être raisonnablement estimée pour le moment. De plus, la Corporation travaille en étroite collaboration avec les exportateurs canadiens et les acheteurs étrangers concernés afin de parvenir à des résolutions.